

27 ANS APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Le Brexit redistribue la géopolitique mondiale

par Thierry Meyssan

Alors que la presse internationale cherche des moyens pour relancer la construction européenne, toujours sans la Russie et désormais sans le Royaume-Uni, Thierry Meyssan considère que rien ne pourra plus éviter l'effondrement du système. Cependant, souligne-t-il, ce qui est en jeu, ce n'est pas l'Union européenne elle-même, mais l'ensemble des institutions qui permettent la domination des États-Unis dans le monde et l'intégrité des États-Unis eux-mêmes.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 JUIN 2016

DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ESPAÑOL فارسی ITALIANO PORTUGUÉS РУССКИЙ



Favorable au Brexit, la reine Elizabeth va pouvoir réorienter son pays vers le yuan.

Personne ne semble comprendre les conséquences de la décision britannique de quitter l'Union européenne. Les commentateurs, qui interprètent la politique politicienne et ont perdu depuis longtemps la connaissance des enjeux internationaux, se sont focalisés sur les éléments d'une campagne absurde : d'un côté les adversaires d'une immigration sans contrôle et de l'autre des « pères fouettards » menaçant

le Royaume-Uni des pires tourments.

Or, les enjeux de cette décision n'ont aucun rapport avec ces thèmes. Le décalage entre la réalité et le discours politico-médiatique illustre la maladie dont souffrent les élites occidentales : leur incompetence.

Alors que le voile se déchire sous nos yeux, nos élites ne comprennent pas plus la situation que le Parti communiste de l'Union soviétique n'envisageait les conséquences de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 : la dissolution l'URSS en décembre 1991, puis du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) et du Pacte de Varsovie six mois plus tard, puis encore les tentatives de démantèlement de la Russie elle-même qui faillit perdre la Tchétchénie.

Dans un futur très proche, nous assisterons identiquement à la dissolution de l'Union européenne, puis de l'Otan, et s'ils n'y prennent garde au démantèlement des États-Unis.

Quels intérêts derrière le Brexit ?

Contrairement aux rodomontades de Nigel Farage, l'UKIP n'est pas à l'origine du référendum qu'il vient de gagner. Cette décision a été imposée à David Cameron par des membres du Parti conservateur.

Pour eux, la politique de Londres doit être une adaptation pragmatique aux évolutions du monde. Cette « nation d'épiciers », ainsi que la qualifiait Napoléon, observe que les États-Unis ne sont plus ni la première économie mondiale, ni la première puissance militaire. Ils n'ont donc plus de raison d'en être les partenaires privilégiés.

De même que Margaret Thatcher n'avait pas hésité à détruire l'industrie britannique pour transformer son pays en un centre financier mondial ; de même ces conservateurs n'ont pas hésité à ouvrir la voie à l'indépendance de l'Écosse et de l'Irlande du Nord, et donc à la perte du pétrole de la mer du Nord, pour faire de la City le premier centre financier *off shore* du yuan.

La campagne pour le Brexit a été largement soutenue par la *Gentry* et le palais de Buckingham qui ont mobilisé la presse populaire pour appeler à revenir à l'indépendance.

Contrairement à ce qu'explique la presse européenne, le départ des Britanniques de l'UE ne se fera pas lentement parce que l'UE va s'effondrer plus vite que le temps nécessaire aux négociations bureaucratiques de leur sortie. Les États du Comecon n'ont pas eu à négocier leur sortie parce que le Comecon a cessé de fonctionner dès le mouvement centrifuge amorcé. Les États membres de l'UE qui s'accrochent aux branches et persistent à sauver ce qui reste de l'Union vont rater leur adaptation à la nouvelle donne au risque de connaître les douloureuses convulsions des premières années de la nouvelle Russie : chute vertigineuse du niveau de vie et de l'espérance de vie.

Pour la centaine de milliers de fonctionnaires, d'élus et de collaborateurs européens qui perdront inévitablement leur emploi et pour les élites nationales qui sont également tributaires de ce système, il convient d'urgence de réformer les institutions pour les sauver. Tous considèrent à tort que le Brexit ouvre une brèche dans laquelle les Eurosceptiques vont s'engouffrer. Or, le Brexit n'est qu'une réponse au déclin des États-Unis.

Le Pentagone, qui prépare le sommet de l'Otan à Varsovie, n'a pas non plus compris qu'il n'était plus en position d'imposer à ses alliés de développer leur budget de Défense et de soutenir ses aventures militaires. La domination de Washington sur le reste du monde est terminée.

Nous changeons d'ère.

Qu'est-ce-qui va changer ?

La chute du bloc soviétique a d'abord été la mort d'une vision du monde. Les Soviétiques et leurs alliés voulaient construire une société solidaire où l'on mette le plus de choses possible en commun. Ils ont eu une bureaucratie titanesque et des dirigeants nécrosés.

Le Mur de Berlin n'a pas été abattu par des anti-communistes, mais par une coalition des Jeunesses communistes et des Églises luthériennes. Ils entendaient refonder l'idéal communiste débarrassé de la tutelle soviétique, de la police politique et de la bureaucratie. Ils ont été trahis par leurs élites qui, après avoir servi les intérêts des Soviétiques se sont engouffrés avec autant d'ardeur pour servir ceux des États-Unis. Les électeurs du Brexit les plus engagés cherchent d'abord à retrouver leur

souveraineté nationale et à faire payer aux dirigeants ouest-européens l'arrogance dont ils ont fait preuve en imposant le Traité de Lisbonne après le rejet populaire de la Constitution européenne (2004-07). Ils pourraient eux aussi être déçus par ce qui va suivre.

Le Brexit marque la fin de la domination idéologique des États-Unis, celle de la démocratie au rabais des « Quatre libertés ». Dans son discours sur l'état de l'union de 1941, le président Roosevelt les avaient définies comme (1) la liberté de parole et d'expression, (2) la liberté de chacun d'honorer Dieu comme il l'entend, (3) la liberté du besoin, (4) la liberté de la peur [d'une agression étrangère]. Si les Anglais vont revenir à leurs traditions, les Européens continentaux vont retrouver les questionnements des révolutions française et russe sur la légitimité du pouvoir, et bouleverser leurs institutions au risque de voir resurgir le conflit franco-allemand.

Le Brexit marque aussi la fin de la domination militaro-économique US ; l'Otan et l'UE n'étant que les deux faces d'une seule et unique pièce, même si la construction de la Politique étrangère et de sécurité commune a été plus longue à mettre en œuvre que celle du libre-échange. Récemment, je rédigeais une note sur cette politique face à la Syrie. J'examinais tous les documents internes de l'UE, qu'ils soient publics ou non publiés, pour arriver à la conclusion qu'ils ont été rédigés sans aucune connaissance de la réalité de terrain, mais à partir des notes du ministère allemand des Affaires étrangères, lui-même reproduisant les instructions du département d'État US. J'avais eu il y a quelques années à effectuer la même démarche pour un autre État et j'étais arrivé à une conclusion similaire (sauf que dans cet autre cas, l'intermédiaire n'était pas le gouvernement allemand, mais le français).

Premières conséquences au sein de l'UE

Actuellement, des syndicats français rejettent le projet de loi sur le Travail qui a été rédigé par le gouvernement Valls sur la base d'un rapport de l'Union européenne, lui-même inspiré par les instructions du département d'État US. Si la mobilisation de la CGT a permis aux Français de découvrir le rôle de l'UE dans cette affaire, ils n'ont toujours pas saisi l'articulation UE-USA. Ils ont compris qu'en inversant les normes et en plaçant les

accords d'entreprise au-dessus des accords de branche, le gouvernement remettait en réalité en cause la prééminence de la Loi sur le contrat, mais ils ignorent la stratégie de Joseph Korbél et de ses deux enfants, sa fille naturelle la démocrate Madeleine Albright et sa fille adoptive la républicaine Condoleezza Rice. Le professeur Korbél assurait que pour dominer le monde, il suffisait que Washington impose une réécriture des relations internationales dans des termes juridiques anglo-saxons. En effet, en plaçant le contrat au-dessus de la Loi le droit anglo-saxon privilégie sur le long terme les riches et les puissants par rapport aux pauvres et aux misérables.

Il est probable que les Français, les Hollandais, les Danois et d'autres encore tenteront de se détacher de l'UE. Ils devront pour cela affronter leur classe dirigeante. Si la durée de ce combat est imprévisible, son issue ne fait plus de doute. Quoi qu'il en soit, dans la période de bouleversement qui s'annonce, les ouvriers français seront difficilement manipulables, à la différence de leurs homologues anglais, aujourd'hui désorganisés.

Premières conséquences pour le Royaume-Uni

Le Premier ministre David Cameron a argué des vacances d'été pour remettre sa démission à octobre. Son successeur, en principe Boris Johnson, peut donc préparer le changement pour l'appliquer instantanément à son arrivée à Downing Street. Le Royaume-Uni n'attendra pas sa sortie définitive de l'UE pour mener sa propre politique. À commencer par se dissocier des sanctions prises à l'encontre de la Russie et de la Syrie.

Contrairement à ce qu'écrit la presse européenne, la City de Londres n'est pas directement concernée par le Brexit. Compte tenu de son statut particulier d'État indépendant placé sous l'autorité de la Couronne, elle n'a jamais fait partie de l'Union européenne. Certes, elle ne pourra plus abriter les sièges sociaux de certaines compagnies qui se replieront dans l'Union, mais au contraire elle pourra utiliser la souveraineté de Londres pour développer le marché du yuan. Déjà en avril, elle a obtenu les privilèges nécessaires en signant un accord avec la Banque centrale de Chine. En outre, elle devrait développer ses activités de paradis fiscal pour les

Européens.

Si le Brexit va temporairement désorganiser l'économie britannique en attente de nouvelles règles, il est probable que le Royaume-Uni —ou tout au moins l'Angleterre— se réorganisera rapidement pour son plus grand profit. Reste à savoir si les concepteurs de ce tremblement de terre auront la sagesse d'en faire profiter leur peuple : le Brexit est un retour à la souveraineté nationale, il ne garantit pas la souveraineté populaire.

Le paysage international peut évoluer de manière très différente selon les réactions qui vont suivre. Même si cela devait tourner mal pour certains peuples, il vaut toujours mieux coller à la réalité comme le font les Britanniques plutôt que de persister dans un rêve jusqu'à ce qu'il se fracasse.

Thierry Meyssan

Source : « Le Brexit redistribue la géopolitique mondiale », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 juin 2016, www.voltairenet.org/article192496.html